

La procédure de retour révisée de l'UE : Nouveautés et principaux risques



En mars 2025, la Commission européenne a publié une proposition de règlement qui révisera le système de retour de l'UE, remplaçant la Directive Retour de 2008. Voici l'analyse de EMR sur les principaux changements et préoccupations :



Choix de l'instrument

Contrairement aux directives, les règlements **s'appliquent directement et immédiatement** dans tous les États membres, sans nécessiter de législation nationale, ce qui accélère la mise en œuvre.

Toutefois, **des dispositions vagues** laissent une grande marge de manœuvre aux États membres, ce qui soulève des inquiétudes quant à l'accélération des retours avec des garanties affaiblies en matière de procédure régulière et de droits fondamentaux.



L'accent sur les retours forcés

Les retours volontaires deviennent l'exception plutôt que la règle, le délai maximum pour un départ volontaire étant de 30 jours.

La durée des interdictions d'entrée est portée à **10 ans**, avec une possibilité de **prolongation de 5 ans et de 10 ans** pour les personnes présentant des risques pour la sécurité, soit des interdictions d'entrée d'une durée maximale de 20 ans.



Concept élargi du pays de retour

Les destinations de retour incluent les pays tiers qui ont conclu **des accords bilatéraux** avec les États membres, y compris ceux dont le bilan en matière de droits humains est controversé.

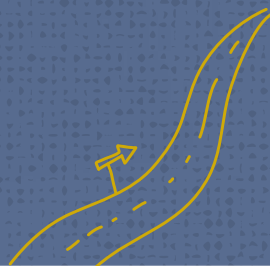
Les « centres de retour » (return hubs) sont introduits mais restent indéfinis, ce qui suscite des inquiétudes quant au fait que des pays comme l'Égypte et la Tunisie soient considérés comme « sûrs » et désignés pour l'établissement de centres de retour.



Détention accrue et garanties affaiblies

Les motifs de détention sont élargis, définissant largement les « risques pour la sécurité » et les « risques de fuite » (par exemple, l'absence d'adresse fixe ou le non-respect des autorités). La durée maximale de détention passe de 18 à 24 mois.

La proposition réduit l'accès à l'assistance juridique gratuite et affaiblit les droits de recours, notamment en supprimant l'effet suspensif automatique des appels. Elle introduit également des mesures punitives en cas de non-coopération.



Rôle renouvelé de Frontex

Frontex devrait jouer un rôle plus important dans la coordination entre les États membres, les procédures de réadmission et de retour et le partage des données entre les États membres et avec les pays tiers.

Les risques de compromettre les droits à la vie privée et de renforcer l'appareil répressif et sécuritaire des pays non membres de l'UE augmentent.



Violations des droits et non-refoulement

Les protections contre le non-refoulement au cours des procédures de retour restent vagues et offrent des garanties limitées.

Un nouvel organe de contrôle indépendant chargé de superviser les procédures de retour forcé et l'application des accords avec les pays tiers est introduit, mais il reste vague, ce qui suscite des inquiétudes quant à son efficacité, sa neutralité et son accès dans la pratique.

kisa
Ισότητα, Στήριξη, Αντιρατσισμός
Equality, Support, Antiracism



GREEK
COUNCIL
OF REFUGEES



migreurop



TERRE
SOLIDAIRE



La Cimade
L'humanité passe par l'autre

CNCD

11.11.11